



**2025CYCPU0S10**

**Maintenance des systèmes de sécurité incendie  
(SSI)**

**Cahier des clauses administratives particulières  
(CCAP) commun aux deux (2) lots**

# MARCHES PUBLICS DE SERVICE

## SOMMAIRE

---

### **PRÉAMBULE**

#### **ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Article 1.1 : Identification du Pouvoir Adjudicateur

Article 1.2 : Objet du marché

Article 1.3 : Forme du marché

Article 1.4 : Allotissement – Décomposition de la consultation

Article 1.5 : Variantes

Article 1.6 : Options (au sens du droit communautaire)

Article 1.7 : Cotraitance

Article 1.8 : Sous-traitance

Article 1.9 : Assurances

Article 1.10 : Unité monétaire

#### **ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Article 2.1 : Pièces particulières

Article 2.2 : Pièces Générales

#### **ARTICLE 3 – DURÉE DU MARCHÉ / DÉLAIS D'EXÉCUTION**

#### **ARTICLE 4 – PRIX ET RÉGLEMENT DES FACTURES**

Article 4.1 : Mode de règlement du marché et modalités de financement

Article 4.2 : Contenu des prix

Article 4.3 : Modalités d'actualisation des prix

Article 4.4 : Paiement des cotraitants et sous-traitants

Article 4.5 : Décomptes

Article 4.6 : Délai global de paiement et intérêts moratoires

Article 4.7 : Retenue de garantie

Article 4.8 : Avance

#### **ARTICLE 5 : CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ**

Article 5.1 : Intervenants

Article 5.2 : Provenance, qualité et contrôle et prise en charge des matériaux et produits

Article 5.3 : Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Article 5.4 : Remise en état du chantier et gestion des déchets

Article 5.5 : Obligation de confidentialité

Article 5.6 : Clause environnementale

Article 5.5 : Description succincte des prestations

#### **ARTICLE 6 : CONTRÔLE ET RÉCEPTION**

Article 6.1 : Essais et contrôles techniques

Article 6.2 : Réception

Article 6.3 : Délai de garantie

#### **ARTICLE 7 – PÉNALITÉS**

Article 7.1 : Pénalités diverses

Article 7.2 : Pénalités pour lutter contre le travail dissimulé

Article 7.3 : Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé

#### **ARTICLE 8 – RÉSILIATION**

Article 8.1 : Résiliation pour événements extérieurs au marché

Article 8.2 : Résiliation du fait du représentant du pouvoir adjudicateur ou de son mandataire

Article 8.3 : Résiliation pour mauvaise exécution

Article 8.4 : Résiliation pour motif d'intérêt général

#### **ARTICLE 9 – LITIGES ET JURIDICTION COMPÉTENTE**

#### **ARTICLE 10 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

# MARCHES PUBLICS DE SERVICE

## PRÉAMBULE

---

*Le présent marché est passé en application du Code de la commande publique - désigné « le Code » dans le présent document - regroupant les deux textes suivants :*

*L'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique (articles précédés d'un L.) ;*

*Le Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique (articles précédés d'un R.).*

## ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

---

### Article 1.1 : Identification du Pouvoir Adjudicateur

Pouvoir Adjudicateur : CY Cergy Paris Université - 33, boulevard du Port - 95000 CERGY-PONTOISE - SIRET : 130 025 976 00015

Représenté par son Président, Monsieur Laurent Gatineau

Comptable assignataire : L'agent comptable de l'Université

### Article 1.2 : Objet du marché

Le présent marché a pour objet la maintenance des systèmes de sécurité incendie (SSI) dans la globalité du patrimoine de CY Cergy Paris Université.

Ce contrat est un marché public de services au sens de l'article L.1111-4 du Code.

Les modalités techniques et d'exécution du présent marché sont définies au sein du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun aux deux lots.

### Article 1.3 : Allotissement

Conformément à l'article L.2113-10 du Code, le présent marché est composé de deux (2) lots :

- Lot n°01 : Maintenance des SSI des bâtiments de CY Cergy Paris Université situés en Ile-de-France
- Lot n°02 : Maintenance des SSI des bâtiments de CY Cergy Paris Université situés à Pau

### Article 1.4 : Lieux d'exécution des prestations

**Lot n°1 : Maintenance des SSI des bâtiments de CY Cergy Paris Université situés en Ile-de-France :**

- **Site des Chênes** : (Bâtiments Chênes I, Chênes 2, Tour des Chênes, Jardin Tropical, MIR Chênes) : 33 Bd. Du Port - 95011 Cergy-Pontoise cedex
- **Site d'Argenteuil** : (Argenteuil 1 et Argenteuil 2) (IUT) 95/97 Rue Valère Collas - 95100 Argenteuil
- **Site de Saint-Martin** : 2 Av. A. Chauvin, Pontoise - 95302 Cergy-Pontoise cedex
- **Site des Cerclades** : (Bibliothèque Universitaire) Place des Cerclades - 95 Cergy-Pontoise cedex

## MARCHES PUBLICS DE SERVICE

- **Site de Neuville** : (Neuville Bâtiment A – B – C – D - E – F – MIR) 5 Mail Gay Lussac - Neuville sur Oise - 95031 Cergy-Pontoise cedex
- **Site de Sarcelles** : (IUT) 34 Bd. Bergson 95200 Sarcelles
- **Site d'Antony Jouhaux** : (INSPE) 26 avenue Léon Jouhaux 92160 Antony
- **Site de Cergy** : (Bâtiments Principal, Logement Médecine Préventive, Préfas) (INSPE) Avenue Bernard HIRSH BP308 95000 Cergy cedex.
- **Site de Gennevilliers** : Avenue Marcel Paul 92230 Gennevilliers.
- **Site de CY TECH** (Cauchy Condorcet Turing) Avenue du Parc Cergy Pontoise
- **Site de CY TECH** (Fermat) 32, Boulevard du port Cergy Pontoise

### **Lot n°2 : Maintenance des SSI des bâtiments de CY Cergy Paris Université situés à Pau**

- **Site CY TECH** (PAU) 2, Boulevard Lucien FAVRE - BP 202 - 64142 BILLERE

***Tout ajout ou suppression d'un site fera l'objet d'une modification du marché par la voie d'un avenant.***

***Le type et la catégorie des bâtiments sont répertoriés dans le document « Avis de commission de sécurité » pour chaque lot.***

### **Article 1.5 : Durée du marché / Délais d'exécution**

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée d'un (1) an à compter du 01 avril 2025, ou à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure. Il est tacitement reconductible trois (3) fois, sans que sa durée totale n'excède quatre (4) ans.

Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction.

La dénonciation de l'accord-cadre par le pouvoir adjudicateur sera notifiée par voie dématérialisée via la « PLACE » ou par lettre recommandée avec accusé de réception au moins 1 mois avant l'expiration de la période annuelle en cours.

Aucune indemnité ne sera accordée en cas de non reconduction du présent marché public.

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations, **soit dans les délais d'exécution maximum indiqués dans le CCTP, soit dans les délais d'exécution issus de sa proposition d'optimisation devenue contractuelle à la notification du marché, le cas échéant.**

En cas de non-respect des délais d'exécution contractuels, le titulaire pourra se voir infliger les pénalités prévues en annexe du CCAP.

Les délais d'exécution des prestations prennent effet à compter de la notification du présent marché.

### **Article 1.6 : Forme du marché**

En application de l'article R.2162-4-1° du Code de la commande publique, le présent marché est passé sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire conclu à prix mixtes, de la manière suivante :

- **Lot n°1** : sans montant minimum annuel et avec un montant maximum annuel (prestations forfaitaires et à bons de commande) de 508 000 € HT (2 032 000 € HT pour la durée totale de l'accord-cadre reconductions comprises).
- **Lot n°2** : sans montant minimum annuel et avec un montant maximum annuel (prestations forfaitaires et à bons de commande) de 26 000 € HT (104 000 € HT pour la durée totale de l'accord-cadre reconductions comprises).

## MARCHES PUBLICS DE SERVICE

**La partie forfaitaire (application de la Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)),** correspond à la maintenance préventive et la maintenance curative des installations, sauf la maintenance du niveau 2 des SSI des sites susvisés.

**La partie hors forfait (application du Bordereau des prix unitaires (BPU)),** correspond aux prestations ponctuelles non couvertes dans la DPGF du marché ainsi qu'aux modifications et extensions des SSI ; la description des prestations de cette partie est indiquée dans l'article B.1.5 du CCTP.

La partie à bons de commande de l'accord-cadre suit les dispositions des articles L.2125-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique et est exécutée au fur et à mesure de l'émission de bons de commande conformément aux articles précités.

### **Article 1.7 : Options**

Le présent marché ne comporte aucune tranche optionnelle.

Si nécessaire, l'établissement se réserve la possibilité de recourir aux dispositions de l'article R.2122-7 du Code, relatif aux prestations similaires.

Le présent accord-cadre pourra faire l'objet de reconductions dans les conditions définies à l'article 1.5 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

### **Article 1.8 : Sous-traitance**

En application des articles L. 2193-1 et suivants du Code, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu de l'Université l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de son paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché demeure personnellement responsable du respect de toutes les obligations résultant du marché tant envers le représentant du pouvoir adjudicateur qu'envers les personnels de la société.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à la résiliation du marché sans indemnités.

L'acte spécial de sous-traitance doit être renouvelé à chaque reconduction du marché.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

#### ➤ Déclaration lors du dépôt de l'offre

Ainsi, l'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, doit indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Le candidat fournit au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant les éléments suivants :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variations des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions d'accéder aux marchés publics.

Si le montant de la sous-traitance apparaît anormalement bas, l'Université met en œuvre les dispositions des articles L.2193-8 et suivant du Code.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

# MARCHES PUBLICS DE SERVICE

## ➤ Déclaration en cours d'exécution du marché

Conformément à l'article R.2193-3 du Code, la présentation d'un sous-traitant peut également être effectuée en cours d'exécution du marché.

Dès lors, le titulaire remet contre récépissé à l'Université ou lui adresse par lettre recommandée, avec avis d'accusé réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés ci-dessus.

Dans cette hypothèse, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un acte spécial (formulaire DC4 disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

### **Article 1.9 : Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation au CCAG/FCS, le titulaire doit justifier, à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande. A défaut, le titulaire s'expose à la résiliation de l'accord-cadre conformément à l'article 41.1 du CCAG FCS.

### **Article 1.10 : Unité monétaire**

Le pouvoir adjudicateur choisit l'euro comme monnaie de compte.

## **ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

---

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, énumérées dans l'ordre de prévalence décroissante :

### **Article 2.1 : Pièces particulières**

- L'acte d'attribution valant engagement (AE) pour chaque lot, accompagné de ses annexes financières (décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et bordereau des prix unitaires (BPU)) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun aux deux lots et ses annexes :
  - Avis commission de sécurité pour chacun des lots.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux deux lots et son annexe (tableau des pénalités commun aux deux lots) ;
- Le planning de renouvellement par site et pluriannuels sur 4 ans des détecteurs sur l'ensemble de l'Université en fonction de l'inventaire joint en annexe du CCTP ;
- Le planning annuel de visites pour chaque année de l'accord-cadre ;
- L'offre technique du titulaire, pour chaque lot.

En cas d'incompatibilité ou de divergences d'interprétation entre les différentes pièces constitutives du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

# MARCHES PUBLICS DE SERVICE

## Article 2.2 : Pièce générale

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (JORF n° 0078 du 1<sup>er</sup> avril 2021).

Le titulaire déclare parfaitement connaître ces documents bien qu'ils ne soient pas matériellement joints au présent marché.

## ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS

---

Les prestations à réaliser sont :

### Partie forfaitaire (sur DPGF), sauf maintenance de niveau 2 :

- La maintenance préventive ;
- La maintenance curative ;
- Une mission de conseil et de formation ;
- Le coût de la mise en place d'une astreinte 24 heures sur 24.

### Partie à bons de commande (sur BPU) :

- L'extension ou modification de manière non substantielle, d'installation, à la demande de l'Université ;
- Le dépannage imprévu, d'installation suite à des détériorations volontaires ou accidentelles (incendie, bris, accident, malveillance, orage, fuite d'eau) ou à un usage anormal ;
- La réalisation d'opérations de maintenance de niveau 2 sur les dispositifs actionnés de sécurité ;
- La mise à jour des dossiers d'identité SSI et des dossiers de désenfumage pour les sites équipés de désenfumage mécanique.

## ARTICLE 4 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

---

Le titulaire s'engage à fournir le personnel qualifié en vue de la mission à accomplir.

### Article 4.1 – Prise en charge

Le titulaire est réputé connaître parfaitement la constitution des locaux, la consistance des matériels et équipements dont il assure la maintenance, ainsi que les règles de sécurité en vigueur et les règlements applicables en pareille matière.

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché les matériels et locaux en état normal de propreté.

### Article 4.2 – Conditions particulières

En cours d'exécution du contrat, l'Université se réserve la possibilité de modifier les volumes des prestations, par avenant, dans le cadre fixé par le Code de la commande publique. Les conditions financières seront alors recalculées sur la base des annexes financières initiales.

### Article 4.3 – Accès / Consignes

Le personnel du titulaire a accès aux locaux qui entrent dans le périmètre de son contrat. Toutefois, ses interventions devront se dérouler en présence d'un représentant de l'Université, selon le calendrier établi communément.

## MARCHES PUBLICS DE SERVICE

Le personnel du titulaire devra être muni d'une carte d'identification ou d'un badge afin qu'il puisse être facilement identifié par un représentant de l'Université.

Le personnel du titulaire devra observer les règles d'hygiène et de sécurité en vigueur dans le bâtiment.

### **Article 4.4 – Horaires et jours de travail**

Les jours et heures ouvrées prises en compte dans le cadre de ce marché sont de 9h00 à 17h00 tous les jours de la semaine (lundi à vendredi).

Les interventions de maintenance préventive sont en principe réalisées dans les heures ouvrées. Cependant, le titulaire peut demander l'autorisation à l'Université d'exécuter des prestations en dehors des heures ouvrées.

Le titulaire doit maintenir en permanence le parfait état de marche et de performance du matériel et des installations. Il est donc responsable 24h/24, 365 jours par an, du bon fonctionnement des installations.

Le titulaire doit prendre en compte les contraintes d'occupations des locaux pour ne pas perturber le fonctionnement normal des établissements.

Les interventions préventives sont en principe réalisées pendant les heures ouvrées, à l'exception de celles qui nécessitent le déclenchement des sirènes. Ces essais seront réalisés en dehors des heures d'ouverture au public et selon un planning établi en accord avec l'Université ou son représentant.

Les activités d'enseignement, à l'exception des activités de recherche, sont interrompues sur les sites de l'Université du 1<sup>er</sup> juillet au 1<sup>er</sup> septembre.

Les opérations de maintenance lourdes pourront donc être programmées durant cette période.

### **Article 4.5 – Plan de prévention**

Le plan de prévention sera rédigé entre l'Université et le titulaire dans les quinze jours suivant la notification du marché et dans les quinze (15) jours suivant chaque reconduction.

Le plan de prévention sera tenu à jour par le titulaire qui en signalera les modifications à l'Université.

### **Article 4.6 – Signalisation des interventions**

Chaque fois que cela est nécessaire, le titulaire doit, à ses frais, et après approbation par l'Université, placer les protections des œuvres et des décors, barrages ou déviations, poser les écriteaux et prendre toutes les dispositions pour assurer la signalisation et prévenir les divers usagers de la présence de zones interdites.

En cas de carence du titulaire, ou en cas de danger, l'Université se réserve le droit de prendre toute mesure utile aux frais du titulaire, et sans mise en demeure préalable, sans que cette action puisse dégager la responsabilité du titulaire en cas d'accident.

### **Article 4.7 – Règles de sécurité**

#### Matériels

Les matériels appartenant au titulaire ou mis à disposition par l'Université, doivent être tenus en bon état de marche et seront régulièrement contrôlés. Ils devront être conformes aux règles de sécurité. Si le titulaire considère que le matériel mis à sa disposition par l'Université n'est pas conforme ou en état (de fonctionnement, notamment), il doit l'en informer sans délai.



# MARCHES PUBLICS DE SERVICE

## Biens

Toutes précautions sont prises pour que l'état des meubles, aménagements, machines, etc. ne soit pas altéré par les opérations de maintenance.

## Personnes

Le titulaire instruit son personnel sur les règles sanitaires et de sécurité au travail, tant générales que particulières. Le titulaire fait observer, par son personnel, les règles sanitaires et de sécurité du travail.

Le non-respect des protocoles sanitaires et de sécurité mis en place à l'université engendrera des pénalités.

### **Article 4.8 - Obligation de confidentialité**

Le titulaire est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que les informations, documents ou éléments présentant un caractère confidentiel ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation par ses collaborateurs, société-mère, filiales, etc.

Néanmoins, l'obligation de confidentialité ne s'impose pas aux informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Chaque partie du marché s'engage à maintenir confidentiels les renseignements, données et documents divers qui lui seraient communiqués par l'autre partie et dont elle aura connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité, les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties ou des documents de nature à être diffusés au public.

Chaque partie est responsable des données à caractère personnel qu'il traite dans le cadre de ce partenariat notamment en ce qui concerne les données personnelles des étudiants, et déclare être en conformité avec le règlement européen 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

## **ARTICLE 5 – OBLIGATIONS & RESPONSABILITÉS DES PARTIES**

---

### **Article 5.1 – Obligations et responsabilités de l'Université**

CY Cergy Paris Université assure au titulaire :

- L'accès aux locaux ;
- La fourniture gratuite de l'eau et de l'électricité nécessaire aux prestations de contrôle et de vérification.

### **Article 5.2 – Obligations et responsabilités du titulaire**

Le titulaire est seul responsable de l'organisation du travail, de la discipline, du respect des consignes et de l'efficacité de son personnel.

Il fournira, sous la responsabilité de son personnel, le matériel, l'outillage et les produits nécessaires à la bonne exécution de son travail.

Le titulaire est responsable des contrats de sous-traitance qu'il pourra passer avec l'accord écrit de l'université pour des prestations spécifiques dont il ne saurait assurer lui-même la parfaite réalisation avec son personnel.

## MARCHES PUBLICS DE SERVICE

Il assume donc seul pendant la durée du contrat, devant l'Université et chaque tiers, l'entière responsabilité liée à l'exécution des prestations pour lesquels il est engagé.

Le titulaire est tenu de se conformer aux normes et aux règlements en vigueur dans chaque bâtiment pour l'exécution des prestations qui lui incombent.

Le titulaire sera tenu de prendre les précautions nécessaires pour éviter les accidents à son personnel, à celui de l'Université et aux usagers des bâtiments.

Le titulaire s'engage à ne faire intervenir que du personnel en situation régulière vis à vis du code du travail.

Le titulaire devra communiquer, à la demande de l'Université, les déclarations justifiant la situation régulière de son personnel.

### **Article 5.3 – Désignation d'un interlocuteur unique**

Le titulaire doit désigner un interlocuteur unique comme son représentant, afin de veiller à la bonne exécution des prestations pendant toute la durée du marché. L'interlocuteur unique doit disposer de pouvoirs lui permettant de prendre au nom et place de l'entreprise, toutes les décisions utiles et de donner à son équipe les ordres en conséquence.

En cas de défaillance de l'interlocuteur unique désigné, le remplaçant doit alerter la maîtrise d'ouvrage sous 24 heures. L'intervenant unique reste disponible autant que de besoin avec les représentants de l'Université.

En cas de groupement d'entreprise, l'interlocuteur unique doit être le représentant de l'entreprise mandataire et ses cotraitants.

## **ARTICLE 6 – VERIFICATIONS TECHNIQUES PAR LES ORGANISMES DE CONTRÔLE**

---

Périodiquement, les installations techniques sont contrôlées par un organisme de contrôle agréé qui procède aux opérations réglementaires.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations dues au titre du marché public, nécessaires à la remise en ordre des anomalies constatées et mentionnées sur le rapport de l'organisme de contrôle mandaté par l'Université, dans le délai contractuel proposé dans l'offre du titulaire (maximum 10 jours ouvrés).

Le titulaire organise la planification de l'entretien préventif de façon à mettre, dans le cadre du présent marché, le personnel nécessaire à la disposition de l'organisme de contrôle et notamment pour préparer le matériel pour qu'il puisse être visité.

Excepté pour la première année du contrat, le titulaire devra transmettre le planning annuel de visites au plus tard à la fin de la première quinzaine de décembre de l'année antérieure à ces visites et ce planning sera obligatoirement validé par l'Université (pour la première année, la proposition de planning annuel aura été intégrée à l'offre technique du titulaire).

## **ARTICLE 7 – VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS**

---

### **Article 7.1 – Vérifications**

Les opérations de vérification ont pour objet de contrôler la conformité des prestations exécutées avec les prescriptions du présent marché public conformément aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

## MARCHES PUBLICS DE SERVICE

De manière générale, l'admission des prestations sera prononcée par l'Université, après achèvement complet des prestations.

Chaque réception fera l'objet d'une attestation de service fait signée par le pouvoir adjudicateur attestant ainsi l'admission de la prestation.

### Article 7.2 – Décision d'admission

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG- FCS.

## ARTICLE 8 – BONS DE COMMANDE ÉMIS POUR LES PRESTATIONS PONCTUELLES

---

Les prestations hors forfait feront l'objet de bons de commande qui seront élaborés, signés et transmis par courriel ou par courrier par un représentant dûment habilité de CY. Ces prestations seront commandées au fur et à mesure de l'apparition des besoins de l'établissement, sans qu'aucun minimum de commande ne puisse être imposé au pouvoir adjudicateur, conformément aux prix indiqués dans le devis proposé par le titulaire, dans un délai de 5 jours ouvrés.

Ces bons de commande prendront effet à compter de leur notification au titulaire.

Chaque bon de commande comportera :

- Le numéro du bon de commande ;
- La référence du présent marché ;
- La désignation de la prestation ;
- La date de début d'exécution des prestations ;
- Le lieu et la date d'exécution ;
- Le montant de la commande (avec mention HT, TVA et TTC).

Conformément à l'article R.2162-5 du Code de la commande publique, les bons de commande ne peuvent être émis que durant la période de validité de l'accord-cadre. Le pouvoir adjudicateur ne peut fixer une durée telle que l'exécution des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché public dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

## ARTICLE 9 – PRIX ET RÉGLEMENT DES FACTURES

---

### Article 9.1 : Contenu des prix

Les prix du marché sont établis hors TVA et réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution (normes, règles de sécurité, fournitures, montage sur site, taxe, ...) qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations.

Les prix comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu d'exécution, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Aussi, en cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle, de l'entrepreneur et de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles, au moment de l'établissement des dites factures.

### Article 9.2 : Révision des prix

La révision des prix s'opère en baisse comme en hausse.

## MARCHES PUBLICS DE SERVICE

### Article 9.2.1 : Formule de révision des prix

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé mois zéro (M<sub>0</sub>).

Les prix pourront être révisés à chaque date anniversaire du marché, en cas de reconduction, par application de la formule suivante :

$$P = P_0 [0,15 + ((0,65 \text{ ICHTrev-TS} / \text{ICHTrev-TS}_0) + (0,20 \text{ FSD 3} / \text{FSD 3}_0))]$$

Dans laquelle :

- P est le prix révisé en euros hors taxes.
- P<sub>0</sub> est le prix initial en euros hors taxes au mois de remise des offres pour la première révision puis, pour les révisions suivantes, le prix en euros hors taxes résultant de la révision précédente
- **ICHTrev-TS Identifiant 001565183 – « Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Tous salariés - Industries mécaniques et électriques »** (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008.  
ICHTrev-TS est la valeur du dernier indice connu à la date de révision  
ICHTrev-TS<sub>0</sub> est la valeur de cet indice connu à la date de la précédente révision ou indice initial (dernier indice connu à la date de remise des offres).
- FSD 3 est l'indice mensuel « **Frais et services divers FSD 3** » publié au Moniteur (site : <https://services.lemoniteur.fr/indices-index/af7a6e23-e411-4158-a345-340b2718c429>)  
FSD 3 est la valeur du dernier indice connu à la date de révision  
FSD 3<sub>0</sub> est la valeur de cet indice connu à la date de la précédente révision ou indice initial (dernier indice connu à la date de remise des offres).

Le coefficient de la révision sera arrêté à 4 chiffres après la virgule.

### Article 9.2.2 : Modalités de révision des prix

Deux (2) mois avant la date anniversaire du marché, le titulaire transmet à l'établissement les nouveaux prix applicables pour l'année à venir.

Les DPGF et BPU révisés fait ressortir le pourcentage d'augmentation ou de minoration par rapport aux prix applicables durant la période précédente.

Ces documents doivent être transmis à l'établissement par pli recommandé avec avis de réception postal à l'adresse email suivante : [marche@ml.u-cergy.fr](mailto:marche@ml.u-cergy.fr)

L'établissement dispose d'un délai de trente jours (la date portée sur l'accusé de réception faisant foi) pour accepter ou refuser les nouveaux prix. Ce refus pourra notamment être observé dans le cadre d'une augmentation non justifiée portant les prix à des niveaux supérieurs aux prix moyens pratiqués par les entreprises opérant dans le secteur considéré.

Au-delà de ce délai de 30 jours, le silence de l'administration vaut acceptation des DPGF et BPU révisés. Ces derniers sont annexés à l'acte d'engagement et prennent effet à compter de la date anniversaire du marché.

Si le titulaire ne transmet pas de proposition de nouveaux prix dans le délai imparti de deux mois précité, les prix précédemment appliqués restent en vigueur durant l'année à venir.

Cette dernière disposition ne s'applique que si la révision de prix entraîne une augmentation des prix du marché.

## MARCHES PUBLICS DE SERVICE

Si la demande est initiée par l'Université, elle s'engage à faire parvenir au titulaire sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE), le compte-rendu de l'évolution de l'indice de révision utilisé. Cette demande sera initiée au moins 2 mois avant la date de renouvellement de l'accord-cadre. Le titulaire ne pourra pas refuser la diminution du prix.

### **Article 9.2.3 : Hausse excessive des prix dans le cadre de la révision des prix annuelle**

#### **Clause de sauvegarde :**

L'établissement se réserve la faculté de résilier sans indemnité la partie non exécutée des prestations du présent accord-cadre si l'augmentation du prix (DPGF et BPU), opérée dans le cadre de la révision de prix annuelle, excède les 6% par rapport aux prix définis l'année précédente.

Dans cette hypothèse, la décision de la résiliation comportera un délai de préavis afin d'entreprendre une nouvelle mise en concurrence.

Au cours de la période courant de la notification au titulaire de la décision de résiliation et la date d'effet de cette dernière, le prix ancien continue d'être pratiqué. Toutefois, l'établissement ne peut, durant cette même période, maintenir un rythme de commandes supérieur à celui observé sur une période comparable précédente.

### **Article 9.3 : Retenue de garantie**

Il ne sera pas opéré de retenue de garantie.

### **Article 9.4 : Avance**

Conformément à l'article 11.1 du CCAG-FCS, l'option B s'applique.

Sous réserve de remplir les conditions énoncées dans le code de la commande publique, notamment si le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai de son exécution est supérieur à deux mois, une avance de 5% du montant initial du marché toutes taxes comprises peut être versée au titulaire.

Pour les prestations faisant suite à l'émission d'un bon de commande, une avance est accordée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le montant de l'avance ne peut pas être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65% du montant toutes taxes comprises. Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant toutes taxes comprises.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

### **Article 9.5 : Décomptes**

A la demande du titulaire et conformément aux dispositions du Code de la commande publique, des acomptes trimestriels peuvent être versés pour les prestations forfaitaires (DPGF) :

- pour la maintenance préventive, à réception du rapport de maintenance en version papier à la Direction Hygiène Sécurité Environnement.
- pour la maintenance curative, qu'après la signature du procès-verbal de réception commune **sans réserve** par le titulaire et la Direction Hygiène Sécurité Environnement.

Ils ne peuvent être supérieurs à la valeur des prestations réalisées. Le titulaire justifie de cette valeur par tous moyens.

## MARCHES PUBLICS DE SERVICE

Pour les prestations forfaitaires, la fourniture d'un service fait est trimestrielle.

Pour les prestations hors forfait, les factures seront établies une fois le bon de commande entièrement exécuté, après la signature du procès-verbal de réception commune **sans réserve** par le titulaire et la Direction Hygiène Sécurité Environnement des travaux de maintenance curative ou d'extension.

Le paiement s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Les factures sont rédigées en français et exprimées en euros.

Elles sont établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier,
- Le numéro du compte bancaire ou postal,
- Le numéro du marché,
- Le numéro de référence complet du bon de commande ;
- Les prestations réalisées ;
- La désignation du site impacté par la prestation ;
- Le montant HT ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant TTC ;
- La date de facturation.

### **Facturation électronique :**

Conformément au Code de la commande publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des articles D.2192-1 et suivants du Code.

Le titulaire a plusieurs possibilités :

1- Envoyer sa facture à partir d'un système tiers :

- Par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;
- En utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service).

L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

2- Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- Déposer ses factures sur le portail ;
- Saisir sa facture directement sur le portail Chorus Pro.

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

et

## MARCHES PUBLICS DE SERVICE

<https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1/> rubrique « nous contacter »

Pour déposer les factures sur le portail Chorus Pro, il est nécessaire de renseigner les éléments suivants : numéro SIRET de l'établissement (**CY Cergy Paris Université : 130 025 976 00015**) et n° d'engagement juridique (numéro du bon de commande SIFAC).

### **Important :**

Le numéro SIRET stipulé dans l'acte d'attribution valant engagement doit explicitement être identique à celui qui est utilisé pour permettre le dépôt des factures via le portail CHORUS PRO. Toute incohérence générera automatiquement un rejet des factures par l'agence comptable de CY CERGY PARIS UNIVERSITE.

### **Article 9.6 – Délai global de paiement et intérêts moratoires**

Les prestations seront financées dans le cadre du budget de l'Etablissement et feront l'objet d'un mandat administratif.

Le délai de paiement applicable au présent marché est de 30 jours dès réception par l'Université de la facture établie par le prestataire et après vérification du service fait.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 40 €.

Le comptable assignataire est l'agent comptable de CY Cergy Paris Université.

## **ARTICLE 10 – PÉNALITÉS**

---

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, en cas d'application des pénalités, celles-ci sont cumulables et non plafonnées. Elles sont dues dès le 1er euro et commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable, ni à aucune formalité particulière.

Il sera fait application des pénalités précisées dans le tableau des pénalités annexé au présent CCAP, selon les modalités définies ci-dessous :

Le titulaire reste intégralement redevable de la prestation dont la non-réalisation a donné lieu à l'application d'une pénalité, et ne peut se considérer comme libéré de son obligation du fait de l'application de celle-ci.

Les pénalités sont cumulables par type d'infraction sur la durée totale du contrat et sont applicables dès le premier manquement constaté.

Le pouvoir adjudicateur informe sans délai, le titulaire du marché, des pénalités susceptibles de lui être appliquées suite au constat de la prestation non exécutée dans les délais.

L'application des différentes pénalités de retard et/ou des réfections n'exonèrera pas le titulaire de la réparation du préjudice subi pour son montant effectif au cas où sa responsabilité serait engagée.

## MARCHES PUBLICS DE SERVICE

Par ailleurs, en cas de non-respect des articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatif à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise, le titulaire subira une pénalité égale à 10% du montant forfaitaire du contrat. Toutefois, le montant de cette pénalité ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5. En cas d'absence de régularisation, le contrat peut être rompu, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

**Tout retard du titulaire dans l'exécution des prestations objet du marché, ou de non-respect des prescriptions du CCTP, donnera lieu à l'application de pénalités.**

### ARTICLE 11 – RESILIATION DU MARCHÉ

---

#### Article 11.1 - Résiliation pour événements extérieurs au marché public

Ce marché public peut être résilié en raison d'événements extérieurs au marché public (conditions définies à l'article 39 du CCAG-FCS).

#### Article 11.2 - Résiliation pour événements liés au marché public

Ce marché public peut être résilié en raison d'événements liés au marché public (conditions définies à l'article 40 du CCAG-FCS).

La résiliation du marché public consécutive à un événement lié au marché public n'entraîne aucune indemnisation en faveur du titulaire.

#### Article 11.3 – Résiliation pour mauvaise exécution

L'Université peut résilier le présent marché public, pour faute ou aux torts exclusifs du titulaire (avec exécution à ses frais et risques) dans les cas suivants :

- Dans les hypothèses définies à l'article 41 du CCAG-FCS ;
- Si le titulaire ne respecte pas les obligations de sécurité ;
- En cas de non-respect des obligations et/ou missions telles que définies dans les documents particuliers (CCAP / CCTP ou offre technique du titulaire).

La résiliation pour mauvaise exécution doit être précédée d'une mise en demeure préalable restée infructueuse après un délai raisonnable. Lors de mauvaises exécutions successives pour le même motif, le pouvoir adjudicateur est dispensé d'une nouvelle mise en demeure : il pourra résilier immédiatement le marché public, quel que soit le délai écoulé entre la mise en demeure et la mauvaise exécution entraînant la résiliation.

Dans le cas où la résiliation est consécutive à une carence du titulaire, ce dernier ne pourra en aucun cas prétendre à indemnité.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, en cas de défaillance du titulaire, de faire exécuter ces prestations à ses frais et risques (résiliation du marché public aux torts du titulaire et exécution à ses frais et risques), conformément à l'article 45 du CCAG-FCS.

#### Article 11.4 – Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS, le présent marché peut être résilié pour motif d'intérêt général, sans indemnisation, après information du titulaire dans un délai raisonnable.

Toutefois, le titulaire a le droit d'être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte



## MARCHES PUBLICS DE SERVICE

dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

La résiliation pour motif d'intérêt général sera notifiée par voie dématérialisée, via la Place, ou par lettre recommandée avec avis de réception.

### **ARTICLE 12 – LITIGE ET JURIDICTION COMPETENTE**

---

En cas d'échec de la procédure de conciliation définie par les articles R.2197-1 et suivants du Code, le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise est seul compétent pour juger des litiges pouvant naître de l'application ou de l'interprétation des clauses du présent marché.

#### **Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise**

2/4 Boulevard de l'Hautil  
95000 CERGY-PONTOISE  
Tél : 01.30.17.34.00  
Fax : 01.30.17.34.59

### **ARTICLE 13 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

---

Il est fait dérogation aux articles suivants :

L'article 1.9 du présent CCAP déroge à l'article 9 du CCAG-FCS.  
L'article 2 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.  
L'article 10 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.  
L'article 11.4 du présent CCAP déroge aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS.